

## Le FMI plaide pour une réforme profonde du marché du travail en Espagne

Le Fonds monétaire international réclame aussi une consolidation du système bancaire

### Madrid

Correspondant

L'Espagne doit réformer d'urgence et en profondeur son marché du travail et son système bancaire si elle veut espérer retrouver une croissance qui, de toute façon, ne dépassera pas 2% à moyen terme. Le tout en maintenant une sévère politique d'austérité pour réduire les déficits et « *asseoir les finances publiques sur une base viable* ». C'est le défi en forme de quadrature du cercle que le Fonds monétaire international (FMI) a rappelé au gouvernement de José Luis Rodríguez Zapatero, lundi 24 mai, dans un rapport très détaillé pointant « *les difficultés immenses* » de l'économie espagnole.

La première priorité fixée par les experts du FMI à l'issue d'une mission dans le pays est de « *rendre le marché du travail plus flexible* ». L'organisation dirigée par Dominique Strauss-Kahn insiste notamment sur la nécessité de réduire le coût du licenciement pour le ramener « *aux niveaux moyens en vigueur dans l'Union européenne* ». C'est précisément sur ce sujet qu'achoppent les négociations engagées depuis plusieurs mois entre les partenaires sociaux. Faute d'un accord avant fin mai, le gouvernement socialiste a prévenu qu'il imposerait sa propre réforme.

Cette éventualité pourrait être le déclencheur d'une grève générale, dont les syndicats brandissent la menace depuis l'adoption, début mai, d'un plan de rigueur de 15 milliards d'euros. Il prévoit la réduction de 5% du traitement des fonctionnaires et le gel des retraites.

« *Nous en sommes désormais plus proches qu'il y a une semaine* », a expliqué, lundi, Ignacio Fernandez Toxo, le secrétaire général de la principale centrale syndicale, les Commissions ouvrières (CC.OO). Une grève dans la fonction publique est d'ores et déjà prévue le 8 juin.

Véritable feuille de route proposée au gouvernement de M. Zapatero, le rapport du FMI fixe également comme priorité « *une consolidation du secteur bancaire et (sa)*

*réforme pour en renforcer la santé et l'efficacité* ». Le Fonds estime que « *les risques restent élevés et inégalement répartis entre institutions, concentrés principalement sur les caisses d'épargne* ».

Les auteurs du rapport recommandent en particulier de « *réduire l'influence politique* » à l'intérieur de ces établissements. Cette proximité avec les pouvoirs locaux a été à l'origine de nombreux dérapages de gestion. Elle reste un frein aux fusions entre caisses souhaitées par la Banque d'Espagne.

### Le Fonds insiste sur la nécessité de ramener « aux niveaux moyens en vigueur dans l'UE » le coût du licenciement

Le mouvement a commencé. Cinq caisses d'épargne régionales ont annoncé leur association, lundi 24 mai, pour constituer la cinquième entité bancaire. Elles pourront ainsi obtenir l'aide du Fonds de restructuration bancaire (FROB) à hauteur de 1,5 milliard d'euros. Mais dans le même temps, un établissement basque et une caisse andalouse ont annoncé la rupture de leurs négociations, pourtant très avancées. Et deux jours plus tôt, c'est le refus de Cajasur (Cordoue) de s'unir avec une caisse de Malaga qui a obligé la Banque d'Espagne à intervenir en catastrophe pour empêcher la faillite de la première.

Dans son rapport, le FMI ne se contente pas de considérations générales sur le besoin de « *renforcer le capital* » des caisses. Il suggère que les plus puissantes – La Caixa de Barcelone et Caja Madrid – deviennent des banques à part entière en se convertissant en sociétés par actions contrôlées par une fondation.

Au plus bas dans les sondages depuis qu'il a changé à 180 degrés sa politique économique et sociale, le gouvernement socialiste entend utiliser le rapport du FMI comme un levier pour faire entendre aux syndicats et à l'opinion son nouveau credo. « *L'analyse du*

*FMI correspond à celle du gouvernement*, a indiqué le ministère de l'économie dans un communiqué. *A savoir que la reprise est fragile et que le gouvernement ne doit pas retarder les réformes structurelles annoncées.* » ■

Jean-Jacques Bozonnet

